

GRANDE RÉGION

# « Les décisions concernant la Grande Région sont prises au nom d'intérêts locaux, c'est là que le bât blesse »

Franz Clément, chercheur au Liser

Chercheur en sciences sociales au Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (Liser) basé à Esch-sur-Alzette, Franz Clément est spécialiste du dialogue social et du travail frontalier dans la Grande Région. Natif de Virton, en Wallonie, et titulaire d'un doctorat en sociologie obtenu au Cnam à Paris, il analyse le fonctionnement des structures institutionnelles et socio-économiques de l'espace frontalier.



Franz Clément, DR



Imprimer

Pascale Braun mercredi 13 décembre 2023

## Existe-t-il à l'échelle européenne une dynamique transfrontalière comparable à celle du Luxembourg ?

Dans l'Union européenne, le cas du Luxembourg est unique. Le phénomène du travail frontalier peut sembler comparable sur la zone franco-suisse entre Bâle et Genève. Nous souhaitons travailler sur les micro-Etats d'Andorre, du Vatican, du Lichtenstein (Ligchtenstein), de Saint-Marin et de Monaco, qui sont autant de laboratoires méconnus du travail frontalier.

Même à cette échelle globale, le Luxembourg conserve une place à part : il capte 25 % de tous les frontaliers d'Europe et un tiers des frontaliers de la Grande Région. Il est incroyable qu'un pays disposant d'une aussi petite superficie puisse accueillir autant de monde.

## Croyez-vous en une métropolisation transfrontalière autour de Luxembourg ?

Certainement. La métropolisation est inévitable, car la situation actuelle devient intenable. Elle est déjà en route et ne peut que s'accroître. Mais elle impose des négociations entre le Luxembourg et plusieurs entités, ce qui complique le problème. Les accords sont à géométrie variable et de nombreux sujets se négocient au cas par cas. Ainsi, le Luxembourg accorde une rétrocession fiscale à la Belgique, mais ni à la France, ni à l'Allemagne. La Sarre et la Rhénanie-Palatinat en sont d'ailleurs moins demandeuses, car leur situation économique est meilleure que celle de la Wallonie ou du nord-lorrain.

## Etes-vous favorable à une rétrocession fiscale ?

Non. A une rétrocession en direction des communes, qui en font ce qu'elles veulent, je préférerais un fonds commun dédié à l'aménagement transfrontalier. Les réseaux ferroviaires et routiers sont tellement imbriqués qu'il n'est pas possible d'intervenir uniquement à l'échelle communale, ni même au-delà.

Certaines améliorations nécessitent une meilleure coopération à l'intérieur même des régions. Entre Metz et Luxembourg, il faut coordonner le trafic entre les gares d'Hettange-Grande ou de Thionville. La gestion du trafic autoroutier sur l'A4 et sur l'A31 relève uniquement de la compétence française, mais présente un impact sur l'accès au Luxembourg. En Belgique, la création d'une ligne de covoiturage sur l'autoroute E411 m'apparaît comme un scandale : elle s'arrête à la frontière et créerait un goulot d'étranglement si elle était plus utilisée. C'est insultant à la fois pour le contribuable et pour l'automobiliste. De même, la modernisation de la ligne Bruxelles-Luxembourg, qui tient essentiellement à un problème de financement belgo-belge, est si lente qu'en venant de Strasbourg, il est plus rapide de passer par Paris pour atteindre Bruxelles. Trente ans de communication politique ont apporté très peu d'améliorations.

Les décisions concernant la Grande Région sont prises au nom d'intérêts locaux et régionaux, c'est là que le bât blesse. Un fonds indépendant dédié à l'aménagement du territoire permettrait par exemple de mobiliser de l'argent provenant de Wallonie pour améliorer les infrastructures du Grand Est, au nom d'un intérêt commun.

## Sur le plan politique, la Grande Région existe-t-elle vraiment ?

Elle souffre d'un problème de définition. Elle engage des entités qui signent des chartes de coopération alors que la définition politique ne correspond pas à la réalité géographique. Vue de Mayence, de Tournai ou des Vosges, la Grande Région n'existe pas. Même un micro-trottoir à Arlon ou à Metz démontrerait probablement une grande méconnaissance.

La Grande Région prend véritablement son sens dans un rayon de 100 kilomètres autour du Luxembourg. C'est dans ce territoire qu'ont émergé de grands noms de l'Europe : Robert Schuman bien sûr, mais aussi l'ancien Premier ministre luxembourgeois Joseph Bech ou l'homme d'Etat belge Paul-Henri Spaak. Ces hommes venaient de petits Etats, ils sortaient de la guerre et connaissaient la réalité du terrain. Aujourd'hui, les élus des zones frontalières tiennent surtout à contenter leurs concitoyens. Ils voient la frontière depuis leur bureau. Ce n'est pas eux qui subissent les bouchons tous les jours.

Les échanges dans la Grande Région ont beaucoup progressé, surtout grâce à des interactions extérieures des Etats luxembourgeois, français et allemands et grâce aux fonds européens. Mais en parallèle, l'espace s'est bureaucratisé. La Grande Région est aujourd'hui plus un espace de projets qu'un espace de coopérations. Ce sont pourtant les initiatives de certains citoyens, comme l'exposition Land of Memory, portée par des passionnés d'histoire, qui font vivre la Grande Région bien plus que des déclarations prononcées au cours de grands sommets.

## Où voyez-vous les plus forts potentiels de la Grande Région ?

Le réseau universitaire UniGr (Université de la Grande Région) est l'une des plus belles réussites de la Grande Région. Les recherches réalisées dans le cadre des Borders Studies sont portées par des chercheurs de très haute qualité, mais il n'est pas sûr que leurs travaux soient suffisamment mis en valeur et pris en compte par les politiques de la Grande Région.

Je vois aussi un très grand potentiel touristique transfrontalier, mais il se heurte à la barrière de la double culture germanique et latine. Le Luxembourg a la chance de se trouver au milieu de ces deux espaces. La frontière culturelle n'est pas imperméable, mais elle peut expliquer que les Wallons iront visiter les marchés de Noël de Metz plutôt que celui de Trèves, alors qu'il est toujours possible de se débrouiller même sans parler la langue du voisin.

L'espace frontalier présente une incroyable concentration de sites touristiques et culturels qui remportent une, deux ou trois étoiles dans les guides Michelin. En Rhénanie-palatinat, la vallée de la Moselle tout entière est classée trois étoiles. Bien sûr, certains projets Interreg peuvent être classés trois étoiles et des musées virtuels, mais cela ne remplacera pas le plaisir d'admirer les paysages ou de boire une bonne bière.

## DANS LA MÊME RUBRIQUE



RÉGION DE BÂLE - 22.11.2023  
**Les infrastructures transfrontalières à être gagnantes ?**



EST MOSELLAN-SARRE-LUXEMBOURG - 22.11.2023  
**Ligne Metz-Forbach-Sarrebruck: former les conducteurs au réseau allemand**



BELGIQUE - LORRAINE - 20.11.2023  
**Le crowd lending à la rescousse de l'immobilier luxembourgeois**



SARRE - MOSELLE EST - 23.10.2023  
**CARiHY marque le coup d'envoi de l'hydrogène transfrontalier**

**Nos partenaires**

- > Caisse des dépôts
- > EuroDépartement de la Moselle
- > Région Grand Est
- > Sillon lorrain
- > Le groupe Lingenheld

**Nos partenaires**

- > Industream
- > L'Eurométropole de Metz
- > L'Eurodistrict SaarMoselle
- > Communauté de communes du Warndt
- > Universités et grandes écoles

**Voisins - Nachbarn**

- > Mentions légales et CGV
- > CGV et tarifs annonces
- > Contactez-nous
- > Qui sommes-nous ?

**Nos éditions**

- > Monsieux l'Homme
- > Grand Est - L'Europe entre voisins

